Dakar, le 7 Juillet 1994

I - DE LA PROCEDURE

FICHE I
CIRCULAIRE SUR LA PREPARATION

-=-=-

1 - Date d'élaboration

Six mois après le début d'exécution de la loi
de Finances

2 - Contenu

2.1 - Rappel du cadre juridique

2.2 - Indications générales

A - BUDGET DE FONCTIONNEMENT ET CST

2.2.1 - Réévaluation des services votés

- dépenses de personnel
- dépenses de matériel

2.2.2 - Demande de mesures nouvelles

- dépenses de personnel
- dépenses de matériel

B - B.N.E.

2.3 - Définition des documents justificatifs
à fournir

2.4 - Déroulement des conférences budgétaires *

2.5 - Correspondants des départements au niveau
de la Direction du Budget et de la DCEF.

FICHE II
PROPOSITIONS BUDGETAIRES
DES DEPARTEMENTS

A - BUDGET DE FONCTIONNEMENT

1 - Agents chargés de l'élaboration des propositions

- Chefs et directeurs de service
- DAGE . Centralise demande des chefs et directeurs de service
 - . Discute avec ceux-ci du contenu de leurs budgets
 - . Prépare une note d'arbitrage à son Ministre
- Ministre - arrête projet budget de son département
 - Envoi projet au Ministre chargé du Budget dans les délais impartis

2 - Contenu des propositions

- Chaque directeur ou chef de service élaborera le budget conformément aux recommandations contenues dans la circulaire.
- Les propositions de dépenses se feront par ordre décroissant d'intérêt. Pour se faire, il faudrait un recensement exhaustif des actions des services.

B - BUDGET D'INVESTISSEMENT

1 - Agents chargés de l'élaboration des propositions

- SAGE et DAGE
- Chefs de Projets

2 - Moyens utilisés

- Guide pratique des choix des projets
- Guide d'évaluation des projets productifs

3 - Elaboration des projets sur la base d'études sectorielles.

FICHE III
CENTRALISATION DES PROPOSITIONS
DES DEPARTEMENTS

A - BUDGET DE FONCTIONNEMENT

- Vérification des propositions budgétaires par les correspondants (D.B.) et arrêté des chiffres
- Dépôt de leurs chiffres auprès du Directeur
- Confection de tableau synoptique par le Directeur
- Rapprochement de ce tableau avec les projections de recettes et les niveaux de dépenses autorisées.
- Préparation des conférences budgétaires
- Note à l'attention du MEFP sur les grandes masses et sur les contraintes propres à la loi de finance de l'année.

B - BUDGET CONSOLIDE D'INVESTISSEMENT

- Ajustement des perspectives macro-économiques pour préparer le programme triennal.
- Elaboration du bilan d'exécution physique et financière des projets en cours au 31-12.
- Prévisions de réalisation des dépenses en capital pour l'année à venir.
- Examen des dossiers de projet (étude d'impact - vérification des informations fournies - tests de sensibilité - viabilité technique, économique et financière - cohérence avec la stratégie sectorielle et globale.)
- Rédaction d'un rapport d'évaluation pour chaque projet

FICHE IV
CONFERENCES BUDGETAIRES

**A - PROCEDURE COMMUNE AU BUDGET DE FONCTIONNEMENT
ET AU BUDGET CONSOLIDE D'INVESTISSEMENT**

- Représentation

- . Chaque département doit être représenté au plus haut niveau : Directeur de Cabinet, DAGE et Directeurs de services..

- Déroulement de la procédure

+ Exposé du représentant du Ministère

- . Exposé sur les difficultés rencontrées dans l'exécution du dernier budget en cours.
- . Présentation du projet de budget
- . Explication sur les mesures nouvelles demandées

+ Présentation du point de vue du MEFP

- . Explication sur les incohérences relevées lors de la centralisation des budgets
- . Argumentation pour le report de dépenses non justifiées ou qui pourraient difficilement passer.

+ Recensement et note de synthèse

- . Des points de désaccord devant donc faire l'objet d'arbitrage
- . Des points d'accord entérinés en séance.

+ Rédaction du compte rendu des conférences budgétaires

- . Note d'arbitrage au MEFP.

B - BUDGET CONSOLIDE D'INVESTISSEMENT

- Soumission des projets évalués au comité de sélection

- Sélection des projets par ledit comité en présence du représentant du Ministère technique

- Programmation des projets après résultat des activités de recherche de financement.

- Note d'arbitrage au MEFP puis au PM.

FICHE V

PREARBITRAGE DU MEFP ET ARBITRAGE DU PREMIER MINISTRE

PROCEDURE COMMUNE AU BUDGET DE FONCTIONNEMENT ET AU BUDGET CONSOLIDE D'INVESTISSEMENT

- La note de préarbitrage est envoyée avec tous les éléments d'appréciation au MEFP pour décision à prendre.
- Le MEFP approche ses collègues pour arbitrage des divergences entre les services techniques.
- Des instructions sont données au Directeur du Budget et au DCEF pour préparer la note d'arbitrage à adresser au Premier Ministre ; celle-ci fera ressortir :
 - les divergences constatées entre les départements et le Ministère chargé des Finances
 - les limites imposées par les différentes contraintes
- Le Premier Ministre entouré du Ministre de l'Economie et des Finances et des autres Ministres, procède à l'arbitrage définitif.

FICHE VI
PREPARATION ET VOTE DU BUDGET

- CONFECTION DU PROJET DE LOI (les 34 différents fascicules budgétaires)
- AVIS DU CONSEIL D'ETAT
- PRESENTATION AU CONSEIL DES MINISTRES
- DEPOT A L'ASSEMBLEE NATIONALE
- ADOPTION ET PROMULGATION DE LA LOI DE FINANCES

NB : Pour le PTIP , après l'avis du Conseil d'Etat, le projet est soumis pour avis au Conseil économique et social.

FICHE VII
MISE EN PLACE ET EXECUTION DU BUDGET

PROCEDURE COMMUNE AU BUDGET DE FONCTIONNEMENT
ET AU BUDGET CONSOLIDE D'INVESTISSEMENT

- PRISE DE DECRET DE REPARTITION
- CIRCULAIRE SUR LA MISE EN PLACE DES CREDITS
- MISE EN PLACE DES CREDITS
- EXECUTION DU BUDGET
 - . Confection des fiches du personnel présent au 1er janvier de l'année.
 - . Nomination des administrateurs de crédits.
 - . Notification des délégations de crédits aux régions
- INCIDENCES DE L'EXECUTION DU BUDGET
 - * Modifications règlementaires des crédits
 - . Modulation de la consommation des crédits
 - . Blocage des crédits
 - . Exécution des demandes de virement et de transfert
 - * Modifications législatives
 - . Besoins nouveaux non budgétés
 - . Evolution du contexte économique et ses conséquences sur les recettes et/ou sur les dépenses
 - . Elaboration d'une loi de finances rectificative.
- CONTROLE DE L'EXECUTION
 - . Contrôle à priori :
 - . Rôle des IOF
 - . Contrôle Financier
 - . Contrôle à postériori :
 - + Contrôle administratif
 - . I.AA.F et ou IOF
 - . I.G.E
 - . Contrôle juridictionnel :
 - . Conseil d'Etat (Juge des comptes)
 - . Contrôle politique :
 - . Assemblée nationale.
(vote de la loi de règlement).